



United Nations Development Programme

EXPÉRIENCES VÉCUES DANS LE CADRE DU
PROGRAMME D'ADAPTATION EN AFRIQUE:

LES ÉCHOS DU TERRAIN



But: Le but de ce document est de rassembler et d'examiner la couverture médiatique du Programme d'adaptation en Afrique et de prendre connaissance des expériences du programme sur le terrain.

Introduction

Le Programme d'adaptation en Afrique (PAA) est une initiative stratégique d'adaptation au changement climatique qui vise à aider à la mise en place de processus décisionnels plus éclairés dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques et d'une mise en œuvre plus efficace des décisions qui en émaneront dans chacun des 20 pays participants. Le PAA a été lancé en 2008 par le PNUD, en partenariat avec l'ONUDI, l'UNICEF et le PAM, avec un financement de 92 millions de dollars du gouvernement du Japon. Le PAA aide les pays à développer les capacités à identifier les risques liés au climat à leurs priorités nationales de développement, et pour concevoir et mettre en œuvre globale d'adaptation résistante au climat et à la réduction des risques de catastrophe plans pour répondre à ces risques.

Le soutien de l'engagement dans le PAA est fourni par le bureau de pays du PNUD dans chacun des pays participants, comme partie intégrante de la présence du PNUD sur le terrain dans 135 pays à travers le monde en développement. La Composante interrégionale d'appui technique (IRTSC), située à Dakar, au Sénégal, assure la gestion et la coordination du PAA à l'échelle de l'Afrique. Le soutien de l'opération dans son intégralité, est l'approche interdisciplinaires du PAA, qui intègre l'expertise du PNUD dans ses domaines de pratique clés - la réduction de la pauvreté, la gouvernance, l'égalité des sexes, l'apprentissage et la gestion de l'information, pour apporter une assistance technique complète aux 20 pays du PAA: Burkina Faso, Cameroun, Congo, Ethiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Tanzanie et Tunisie.

Le projet entend aboutir aux 5 produits suivants :

- 1) L'établissement de mécanismes dynamiques de planification à long terme pour gérer les incertitudes inhérentes aux changements climatiques;
- 2) Le renforcement du leadership et des cadres institutionnels régissant la gestion intégrée des risques posés et des opportunités offertes par le changement climatique, renforcée aux niveaux local, régional et national;
- 3) La mise en place de politiques et mesures résilientes au changement climatique dans les secteurs prioritaires;
- 4) L'exploration d'options de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation nationale aux échelons local, national et régional; et
- 5) La genèse et la dissémination des connaissances pertinentes à l'ajustement des processus de développement nationaux de manière à intégrer pleinement les risques posés et les opportunités offertes par le changement climatique.

Le PAA a été créé sous le Cadre conjoint Japon-PNUD pour le renforcement du partenariat pour faire face au changement climatique en Afrique, lequel a été lancé lors de la Quatrième Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique qui s'est tenue à Yokohama, au Japon, en mai 2008.

La Couverture médiatique

Le PAA a été couvert par une gamme de sources en ligne qui ont présenté le projet dans son ensemble et qui ont également mis en exergue le PAA mené dans un pays particulier. La reconnaissance du PAA par les médias a commencé à la mi-2009 et se poursuit encore à ce jour. Les sources qui ont couvert le PAA comprennent : Tunisia Online News, Legal Brief Today, Science Africa, The Citizen, Hello Namibia!, the Namibia Economist, et Natureandpoverty.net. Les manifestations, dont L'Atelier sur l'approche multidisciplinaire, tenu à Dakar et la manifestation parallèle organisée en marge des pourparlers de Bonn sur le changement climatique en juin ont accueilli des rédacteurs de Climate-L, de SociLingo Africa et de MediaGlobal. En outre, les projets particuliers de 9 pays du PAA ont été couverts, avec la Science Africa exécutant un article particulièrement approfondi sur le PAA au Kenya. Ces médias ont aidé à attirer l'attention sur le PAA à la fois en Afrique et plus largement dans les communautés du développement et de la lutte contre le changement climatique.

L'événement parallèle de Bonn

A la session des négociations de la CCNUCC qui s'est tenue à Bonn en juin de cette année, le PNUD a organisé un événement parallèle intitulée "Programme d'adaptation en Afrique: Approches interdisciplinaires pour l'intégration de l'égalité des sexes et de la réduction des risques de catastrophe dans l'adaptation". La stratégie du PAA fournit un appui technique pour l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les efforts d'adaptation et pour s'assurer que l'approche stratégique globale du PAA répond aux besoins des femmes et des hommes pauvres de façon équitable dans les 20 pays participants. Le communiqué de presse émis par le PNUD le 1er juin a présenté un rapport sur l'événement. S'exprimant sur les questions de la parité homme-femme lors de l'événement, Charles McNeill, administrateur de programmes auprès du PNUD, a déclaré: "Il y a consensus autour de l'idée que la parité homme-femme est un élément essentiel de la promotion de l'adaptation au changement climatique". Un article publié le 24 juin sur MediaGlobal (et posté également sur le site web allAfrica.com) a porté sur l'objectif du PAA à intégrer les questions de parité homme-femme dans le programme et à rendre les femmes en particulier, capables d'être plus résilientes aux changements climatiques. GenderCC, un réseau de femmes qui travaillent pour l'égalité des sexes et la justice climatique, a également annoncé l'événement parallèle sur son site web.

La stratégie du PAA fournit un appui technique pour l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les efforts d'adaptation et pour s'assurer que l'approche stratégique globale du PAA répond aux besoins des femmes et des hommes pauvres de façon équitable dans les 20 pays participants.

Atelier sur la stratégie multidisciplinaire

Un autre événement important pour le PAA a été l'Atelier sur la stratégie de développement multidisciplinaire, tenu à Dakar du 14 au 18 juin 2010. L'événement parallèle et l'atelier sur la stratégie multidisciplinaire ont tous deux été très médiatisés sur Climat-L. L'article sur l'atelier sur la stratégie multidisciplinaire a couvert les résultats de l'atelier, ainsi que des informations provenant directement d'Ian Rector, Directeur du programme du PAA, basé à Dakar. L'événement a rassemblé des représentants des divers domaines d'expertise du PNUD pour former un programme intégré d'assistance technique pour le PAA. Dans un communiqué de presse du PNUD, parlant de l'atelier, M. Rector a déclaré avec enthousiasme: "Désormais, avec le PAA, nous avons un véhicule qui fournit un lien qui nous réunit tous et nous avons là une occasion de nous y engager comme un seul homme et de rester engagés ensemble durant le reste du PAA et au-delà. Il ne devrait y avoir aucun retour en arrière." Par ailleurs, dans ses observations sur les progrès accomplis par le programme, il a signalé que: "En à peine plus d'un an depuis le lancement du PAA, quinze pays ont achevé, ou le feront bientôt, la conception de leur projet national et ont démarré la planification des activités, et plusieurs d'entre eux ont déjà commencé la mise en œuvre". Le communiqué de presse du PNUD concernant l'atelier sur la stratégie multidisciplinaire a été réimprimé sur SociLingo Afrique. Les couvertures consacrées à des pays participant au programme ont englobé des articles sur le Congo, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, la Tanzanie et la Tunisie.

Les médias par pays

La partie ci-dessous résume les couvertures médiatiques par pays:

Congo Un article sur le PAA du Congo a été publié sur Afrique Avenir en avril 2010 et a englobé des informations sur le coût et la durée du projet, ainsi que sur la source de son financement. Un autre article a été publié sur Afrique en ligne et dans cet article, Henri Djombo, Ministre congolais du développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement, a souligné que le développement durable ne peut être réalisé sans la lutte contre le changement climatique.

Ethiopie En avril 2010, dans un article consacré au PAA de l'Éthiopie, Afrique Avenir a annoncé la signature d'un accord portant sur une aide s'élevant à 6,5 millions de dollars destinés à la lutte contre le changement climatique. L'article a mis en exergue la participation de diverses institutions des Nations Unies - UNICEF et du PAM - en plus du PNUD, dans le projet en Ethiopie.

Kenya Un article paru dans Science Africa a affirmé que le PAA est exceptionnellement important pour le Kenya et que "des mesures contre le changement climatique" allaient être prises pour la première fois, dans de nombreux secteurs et au niveau national, par opposition aux interventions de dimensions locales qui ont lieu depuis plusieurs années. L'article a fourni des informations sur la stratégie du PAA et sur l'approche "innovante" adoptée par le PNUD dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, dans ce projet.

Malawi Après la signature, par le PNUD et d'autres donateurs partenaires, du document de projet du PAA pour le Malawi, le ministre de la planification du développement et de la Coopération, Abbie Marambika Shawa a déclaré que la lutte contre le changement climatique, la gestion durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement sont les domaines prioritaires clefs du Malawi dans son programme de développement pour "démontrer son engagement quant au traitement des questions touchant au changement climatique posées au pays". Les partenaires du développement et le gouvernement ont convenu qu'il était essentiel de documenter et de coordonner toutes les initiatives entreprises dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, selon Shawa. Cette information a été publiée dans le Nyassa Times Online.

Mozambique Un communiqué de presse posté sur le site de la salle de presse du PNUD, a parlé du séminaire organisé à l'occasion du lancement du PAA au Mozambique. Le vice-ministre chargé de la coordination de l'action environnementale, Ana Chichava, a déclaré que le Mozambique a déjà entamé des réalisations d'adaptation, à travers la détermination des priorités du pays, qui comprennent un système d'alerte précoce et le renforcement du leadership et de la coordination entre les secteurs. Le vice-ministre a souligné que la formation continue des communautés les plus vulnérables est indispensable, afin que les populations soient sensibilisées sur les alertes de danger et sur les mesures à prendre avant et pendant les catastrophes naturelles. La directrice de bureau de pays du PNUD pour le Mozambique, Jocelyn Mason, a indiqué que le Mozambique a été un précurseur en reconnaissant les menaces liées au changement climatique, comme le démontre l'Étude de l'Institut national de gestion des catastrophes 'Impacts du changement climatique dans la réduction des risques de catastrophes au Mozambique'. L'Ambassadeur du Japon, Susumu Segawa, a déclaré: "Grâce à ce PAA, nous nous attendons à voir se développer de fortes activités institutionnelles qui permettraient au Mozambique de gérer rapidement les risques liés au changement climatique".

Namibie Le 8 Mars 2010, la salle de presse du PNUD a publié un article sur le lancement du PAA de la Na-

mbie, article qui a été réimprimé dans Hello Namibia! et All Africa. Des couvertures du PAA de la Namibie ont également été trouvées dans Namibia Economist et Alternative Energy Africa. Un article distinct paru dans All Africa a mentionné une déclaration faite par le représentant résident du PNUD, Motlana Lebogang, concernant les pertes financières qui seraient causées par le changement climatique si des mesures d'adaptation n'étaient pas prises. Comme indiqué dans le communiqué de presse du PNUD, le Premier ministre namibien, Nahas Angula, a remercié le gouvernement japonais d'avoir choisi son pays comme l'un des bénéficiaires, en déclarant: "Nous croyons que le PAA de la Namibie contribuera substantiellement à la réalisation de notre Vision à long terme pour l'horizon 2030, des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que les objectifs que nous nous sommes fixés dans le troisième Plan national de développement".

M. Motlana a indiqué que l'introduction du projet constituait une percée dans les efforts visant à intégrer les préoccupations liées à l'environnement et à l'énergie dans le programme de développement national. Il a ajouté : "Dans l'élaboration de stratégies appropriées pour contrecarrer les effets néfastes des changements climatiques, nous devons soutenir en priorité les plus vulnérables, à savoir les communautés rurales et les pauvres partout dans le pays. Nous devons surtout reconnaître que le changement climatique n'exercera pas ses effets de manière égale sur les communautés, que les femmes sont plus vulnérables aux effets du changement climatique et que, par conséquent, toute recommandation de politique, à commencer par le projet que nous lançons aujourd'hui doit prendre en ligne de compte les considérations sexospécifiques dans toutes ses interventions.

"Dans l'élaboration de stratégies appropriées pour contrecarrer les effets néfastes des changements climatiques, nous devons soutenir en priorité les plus vulnérables, à savoir les communautés rurales et les pauvres partout dans le pays.

Nigeria Un discours prononcé par le représentant résidant du PNUD au Nigeria, Daouda Touré, à l'occasion de l'édition 2010 de la Journée mondiale de l'environnement, a été réimprimé sur le site web du Daily Independent le 27 Juin. Le discours portait sur une série d'initiatives des Nations Unies au Nigeria, traitant de questions liées à la biodiversité et au changement climatique, y compris le PAA. Touré y a conclu que le Nigeria a clairement démontré son engagement en faveur de l'adaptation aux changements climatiques en Afrique.

Tanzanie Dans The Citizen du 23 Juin 2010, un article de Frank Kimboy a informé les lecteurs, de la mise en place de plusieurs projets de lutte contre le changement climatique en Tanzanie, mettant en relief que le gouvernement tanzanien s'apprêtait à démarrer la mise en œuvre du PAA au cours de l'année fiscale 2010/2011.

Tunisie S'exprimant sur le PAA de la Tunisie, Nadhir Hamada, ministre de l'environnement et du développement durable, a déclaré que le projet se concentrera sur l'adaptation du littoral au changement climatique et qui viendra renforcer les programmes de protection des écosystèmes côtiers et maritimes de la Tunisie, selon un article paru sur le site PreventionWeb, qui a également été posté sur le site internet de l'Agence Tunis Afrique Presse le 23 février 2010. Il y est souligné que le plan d'action adopté pour la réduction de la vulnérabilité des écosystèmes s'articule autour d'un certain nombre de stratégies visant à prévenir l'érosion du littoral, à protéger les basses terres côtières, à préserver les ressources des eaux côtières et à protéger les écosystèmes côtiers et maritimes. Dans cet article, Mohamed Belhocine, représentant résident du PNUD en Tunisie, a plaidé pour une plus grande coopération Sud-Sud pour garantir la durabilité de l'adaptation au changement climatique.

Bulletins mensuels du PAA Outre les couvertures médiatiques, les bulletins mensuels du PAA fournissent des mises à jour sur les avancées accomplies par les PAA, dont des rapports sur les ateliers organisés, les événements passés, les réunions prévues et d'autres réalisations. Le bulletin est distribué, entre autres, aux fonctionnaires des bureaux de pays et des bureaux régionaux du PNUD.

Instantanés des articles

Cette partie comprend les copies de certains articles de presse.

Tunisia Launches Seminar on 'Coastline Adaptation to Climate Change'

24 February 2010

A seminar on the theme "Tunisian coastline adaptation to climate change," was held on Tuesday in Tunis on the occasion of the launch of a UN led project to reinforce the adjustment capacity of the Tunisian coastline to climate Change. The event is organized by the Coastline Protection and Fitting-out Agency (APAL), in association with the United Nations Development Program (UNDP). The project is part of a comprehensive program of "Africa's adaptation to climate change".

Some twenty African countries among which Tunisia, Morocco, Senegal, Cameroon, Gabon and Burkina Faso, will take part in the event. This project aims to reinforce adjustment capacities of the coastline to climate change, by conducting targeted sector-based surveys and researches. Financed by the Japanese Government by means of 3 million dollars, this two-year project is also meant to ensure better information and knowledge sharing on the various adaptation actions, to identify funding options that would cover costs of adaptation to climate change and set up long-term dynamic mechanisms to manage risks resulting from climate change, as part of a comprehensive and integrated approach.

On the occasion, Mr. Nadhir Hamada Minister of Environment and Sustainable Development said that the project of coastline adaptation to climate change will reinforce Tunisia's coastal and sea ecosystem protection programs, which extend over more than 1600 km and include over 60 islands and islets and 70 coastal humid areas. He noted that the action plan adopted to reduce vulnerability of the ecosystems revolves around a number of axes aimed to prevent sea erosion, shield coastal lowlands, preserve coastal water resources and protect vulnerable sea and coastal ecosystems. For his part, Mohamed Belhocine, the United Nations Development Program resident representative in Tunis advocated a greater South-South cooperation to guarantee the sustainability of adaptation to climate change.

→ <http://www.preventionweb.net/english/professional/news/v.php?id=12874>

Namibia Responds to Climate Change

5 March 2010

Prime Minister Nahas Angula has said that climate change is one of the most serious threats to Namibia's environment, human health and well-being as well as its economic development. Angula said this last week Friday when he officially launched a US\$3 million project in Ondangwa which is designed to help Namibia manage its climate change risks through a national approach to adaptation. "Namibia is very vulnerable to the impacts of climate change. Our economic productive activities, from agriculture, fisheries, mining and tourism fully depend on our natural resource base. If we do not address climate change risks and vulnerabilities, our productivity in those sectors will continue to decline," he said.

The project funded by the government of Japan and Namibia is one of 20 African countries that has been selected to participate in the overall Africa Adaptation programme, entitled "Supporting Integrated and Comprehensive Approaches to Climate Change Adaptation in Africa", which is worth US\$92.1 million.

Prime Minister Angula thanked the Japanese government for choosing Namibia as one of the recipients

and the first African country to begin the United Nations Development Programme (UNDP)-supported climate change adaptation programme. “We believe that the Namibia Africa Adaptation Project will contribute substantially to the attainment of our long-term Vision 2030, the Millennium Development Goals, as well as the goals that we have set for ourselves in the third National Development Plan,” he said. Angola also emphasized particularly the need for Namibia to look at all energy options so that the best alternative energy sources could be further developed.

Also speaking at the occasion, Namibia’s deputy resident representative of United Nations Development Programme (UNDP), Mr. Lebogang Motlana, who said the official launch of the US\$3 million project was a milestone achievement in efforts to mainstream environment and energy concerns into the national development agenda. “In devising appropriate strategies to countenance the adverse effects of climate change, we must prioritize support to the most vulnerable, namely rural communities and the poor throughout the country. “Importantly, we have to acknowledge that climate change will not impact communities equally, women are more vulnerable to the effects of climate change and therefore any policy recommendations and indeed the project we are launching today must have gender specific considerations addressed in all its interventions,” he said. Furthermore, Motlana, said that in the past two years, northern Namibia has been faced by the most severe flooding recorded in more than four decades and the predicted effects of future warming are expected to exacerbate this already critical situation, coupled with the incidence of drought.

The project funded by the government of Japan and Namibia is one of 20 African countries that has been selected to participate in the overall Africa Adaptation programme, entitled “Supporting Integrated and Comprehensive Approaches to Climate Change Adaptation in Africa”, which is worth US\$92.1 million.

On his part, Kunikazu Shimamoto, from the Embassy of Japan in Pretoria, pointed out that the Government of Japan sincerely hopes that this project will assist Namibia in overcoming her vulnerabilities to climate change and in developing effective counter measures.

A media release by the UNDP office in Windhoek indicated that the Namibia Africa Adaptation Project (NAM-AAP) entitled “Building the Foundation for a National Approach to Climate Change Adaptation in Namibia”, will aim to create the systems and capacities required for long-term and comprehensive climate change adaptation. “It will focus on strengthening planning mechanisms to help Namibia cope with climate change vulnerabilities, particularly flood and drought risks. It will build effective leadership and institutional frameworks in Namibia for better coordination and integration of climate change programmes into development policy. “Support to community-based adaptation initiatives in the field as well as other priority sectors such as sanitation and health will also be enhanced,” the UNDP said. The project, it is hoped, will additionally assist the government to identify financing options to meet long-term national adaptation costs.

→ http://www.economist.com/na/index.php?option=com_content&view=article&id=21118:namibia-responds-to-climate-change&catid=571:headlines&Itemid=62

Namibia's Climate Change Adaptation Program

9 March 2010

Namibia has moved to become one of the first African countries to launch a climate change adaptation program. Supported by the UNDP, the Namibia Africa Adaptation Project (NAM-AAP) will attempt to create long-term systems to manage climate change risks and opportunities. Funded by the Government of Japan, Namibia is one of 20 African countries that has been selected to participate in the overall Africa Adaptation Program, entitled "Supporting Integrated and Comprehensive Approaches to Climate Change Adaptation in Africa," which is worth \$92.1 million.

Japan's support for climate change adaptation in Namibia and other developing countries is part of a \$10 billion 'Cool Earth Partnership' financial mechanism aimed at reducing greenhouse gas emissions while achieving economic growth. "We are very pleased that Namibia is part of this 'Cool Earth Partnership'", said Kunikazu Shimamoto from the Embassy of Japan in Pretoria. "The Government of Japan sincerely hopes that this project will assist Namibia in overcoming her vulnerabilities to climate change and in developing effective counter measures."

At the launch of the \$3 million project, Namibian Prime Minister Nahas Angula said, "We believe that the Namibia Africa Adaptation Project will contribute substantially to the attainment of our long-term Vision 2030, the Millennium Development Goals, as well as the goals that we have set for ourselves in the third National Development Plan." The Prime Minister particularly emphasized the need for Namibia to look at all energy options so that the best alternative energy sources could be further developed.

→ http://www.ae-africa.com/read_article.php?NID=1855

Mozambique Launched a Pilot Project on Adaptation to Climate Change

8 April 2010

Mozambique, one of the 21 pilot countries to support integrated and comprehensive approach to climate change adaptation in Africa, launched its pilot project in a seminar held in the beginning of March. The programme aims at improving the capacity of African countries to adapt to climate change and create a solid basis for long term investments to increase capacity of recovery from climate change.

The project was approved by the Government of Mozambique in October 2009, following clearance by a local project appraisal committee. The launch of the project was preceded by the formulation phase that included a series of broad national consultations and followed by a two-day seminar 'Africa Adaptation Programme to Climate Change in Mozambique'.

Speaking during the launch seminar, the vice-minister of the Coordination of Environmental Action (MICOA). Mrs. Ana Chichava stated that in comparison with the other 20 African countries integrated in the pilot Mozambique has already made significant steps forward by defining key priorities that include an early warning system of natural disasters and the leadership amongst various sectors in the area of climate change.

The Vice-minister has noted the level of preparedness for natural hazards in Mozambique, a country that is inclined to natural disasters such as floods, droughts, cyclones and other natural phenomena. She emphasized the need of further training of the most vulnerable communities so that people would be fully aware of the hazard signals and measures to take before and during the natural hazards.

The UNDP Country Director, Mr. Jocelyn Mason, mentioned that Mozambique has been the leader in the recognition of the climate change challenges, which is witnessed by the elaboration of the National Action Plan for Adaptation under the MICOA leadership in 2007, and by the INGC study on the "Impact of the Climate Change in the Disaster Risk Reduction in Mozambique".

The Ambassador of Japan, Mr. Susumu Segawa, reiterated the commitment of his country to the Climate Change programme, intending to play a leadership role in the installment of assistance to the efforts of Mozambique, for the accomplishment of a sustainable development through adaptation and visible and substantial mitigation of the climatic change problems in a safe and comprehensive way. "Through this Africa Adaptation programme we expect to see the development of strong institutional activities that would enable Mozambique to promptly manage the climate change risks, he said. The seminar was organized by the Ministry of Coordination of Environmental Action (MICOA) and the National Institute of Disaster Management (INGC) in partnership with UNDP. The objective of the seminar was to prepare Mozambique to elaborate the pilot project on the adaptation to climate change.

Under this programme, UNDP will assist 21 African countries in implementing integrated and comprehensive adaptation actions and resilience plans. The projects will ensure that national development processes incorporate climate change risks and opportunities to secure development gains under a changing climate. UNDP will help countries establish an enabling environment and develop the capacity required to design, finance, implement, and monitor long-term and cost-effective adaptation policies and plans.

For the implementation of Africa Adaptation Programme in Mozambique, Japan has contributed \$2,9 million, the amount to be used for the improvement of the adaptation capacity to climate change within the period of two years (2010 – 2011).

→ http://www.undp.org.mz/en/newsroom/news_and_press_releases/latest_news/adaptation_to_climate_change_programme_launched

UN, Malawi Sign Climate Change Management Project Deal

15 April 2010

Malawi, UN Development Programme (UNDP) and other donor partners on Thursday signed the formulation phase project document for managing climate change in the country which will cost nearly US\$4,152,399 (MWK 2 billion).

Development Planning and Cooperation Minister Abbie Marambika Shawa said his government had included climate change, natural resources and environment management as one of its key priority areas in its development agenda to show commitment in dealing with climate change issues in the country. In responding to these challenges, he said, development partners and government had jointly agreed that it was crucial to document and coordinate all climate change initiatives.

One of the initiatives to enhance coordination between government and development partners was the formation of the Government/Development Partner Working Group, he said. "This was formed to provide a platform of dialogue for climate change issues and this has marked yet another important occasion in our long standing and successful partnership with our development cooperating partners by signing this important project," he said. He added that Malawi has suffered extensively from the effects of climate change because initially climate change was merely perceived as a hazard that increased disaster risks mainly in form of droughts and floods.

Malawi has suffered extensively from the effects of climate change because initially climate change was merely perceived as a hazard that increased disaster risks mainly in form of droughts and floods.

However, with the recent growing recognition across the globe that climate change has adverse effects on both growth and development processes of the country, he observed, it was imperative to mainstream climate change into the country's development plans and programmes. This recognition prompted gov-

ernment in collaboration with its development partners to develop the climate change project document which was aimed at developing a national framework for responding to challenges that climate change poses for sustainable economic development and national food security in Malawi, he said.

UNDP Resident Representative Richard Dictus said the formulation phase would put in place an appropriate framework for Malawi to deal with future climate change risks. He said adverse effects of climate change were a development problem affecting all social and economic sectors, especially agriculture, which provides the bulk of economic income for the country's population. This was further exacerbated by the fact that the country's agricultural sector was very dependent on rain-fed crops. "I am again very excited by the prospects that by signing this document, we are putting ourselves on the path to future sustainable development by responding to climate change effects in a systematic, innovative and coordinated manner," he said.

Historically, Malawi suffered severe droughts in 1915, 1948, 1992 and 1995, while worst floods occurred in 2000 and 2001. In most recent cases severe droughts in Malawi have affected all parts of the country and caused havoc to both human and animal life and at the same time put pressure on public resources.

→ <http://www.nyasatimes.com/national/un-malawi-sign-climate-change-management-project-deal.html>

Ethiopia, UNDP sign \$6.5 Million Climate Change Accord

16 April 2010

Ethiopia and the United Nations Development Program (UNDP) on Thursday signed in Addis Ababa a \$6.5 million climate change support agreement aimed at helping Ethiopia to tackle the effect of climate change. The money was given by the Japanese government to be channelled through the UNDP bureau in Ethiopia. According to the agreement, the money is intended to establish an integrated program approach to Ethiopia's management of Climatic Change Risks, Vulnerabilities and Opportunities.

The expected major results of the project, entitled "African Adaptation Program" include, among others, dynamic, long-term planning mechanisms to manage the inherent uncertainties of climate change, leadership capacities and institutional frameworks to manage climate change risks and implementing climate-resilient policies and measures implemented in priority sectors.

The project will be implemented by the Ethiopian Environmental Protection Authority (EPA) with the participation of UNDP, UNICEF and WFP. The implementation period of the project is three years, according to the agreement. The Ethiopian Finance and Economic Development Minister, Ahmed Shide, the Environmental Protection Authority Deputy Director General, Dessalegn Mesfin and the Resident Representative of UNDP and the UN Resident Coordinator, Samuel Nyambi signed the agreement, to be implemented as from 2010.

Following the recent world climate change conference in Copenhagen, many international institutions and the donor community pledged to help African countries with such a grant

→ <http://www.afriqueavenir.org/en/2010/04/16/ethiopia-undp-sign-6-5-million-climate-change-accord/>

UNDP Finances Climate Change Adaptation Strategy Project in Congo

25 April 2010

The United Nations Development Program (UNDP) has earmarked US\$3 million to support a Congolese project for the implementation of an integrated and holistic approach to adaptation to climate change. Over a period of three years (2010-2012), the African Adaptation Project (AAP) for Congo will support the implementation of an integrated and holistic approach to adapt to climate change strategies, policies and grassroots development planning in the country.

The UNDP Resident Coordinator in Congo, Lamin Manneh, and the Congolese Minister of Economy and Sustainable Development, Henri Djombo, signed the financing agreement on Friday in Brazzaville. The funding was made available to UNDP by the Japanese government. The AAP should allow Congo to implement policies and measures against the effects of climate change in priority sectors ; fund adaptation-related projects at local and national levels and take into account the risks and opportunities linked to climate change effects.

→ <http://www.afriqueavenir.org/en/2010/04/25/undp-finances-climate-change-adaptation-strategy-project-in-congo/>

UNDP Workshop Formulates Assistance Programme for Adaptation in Africa

18 June 2010

The UN Development Programme (UNDP) Practice Team experts in gender, capacity development, poverty reduction, learning (LRC), and knowledge management, took part in a workshop in Dakar, Senegal, from 14-18 June 2010, to formulate an integrated programme of technical assistance in support of the Africa Adaptation Programme (AAP).

Ian Rector, Programme Manager of the AAP, explained that workshop participants worked out how to meet the immediate and longer term capacity development needs and demands of UNDP's partner countries. He added that, by uniting efforts, UNDP aims to reduce the demands on governments that are overwhelmed by the number of climate-related projects, while increasing the quality of technical assistance. AAP is also working with the UNDP South-South Cooperation Team on the design of a parallel advocacy and awareness programme.

The AAP is a flagship programme of UNDP, helping 20 countries in Africa develop their capability to design and implement holistic climate adaptation and disaster risk reduction (DDR) programmes that are aligned with their national development priorities. The Programme, which is part of the Yokohama Action Plan of the Tokyo International Conference on African Development (TICAD), was launched in December 2008 under the Japan-UNDP Joint Framework for Building Partnership to Address Climate Change in Africa with funding of US\$92 million from the Government of Japan.

→ <http://climate-l.org/2010/06/21/undp-workshop-formulates-assistance-programme-for-adaptation-in-africa/>

Pour contacter le PAA, s'adresser au :

Directeur du programme : Mr Ian Rector

Téléphone: +221 338693845

Facsimile: +221 338693912

Courriel: ianr@unops.org

Adresse: Ousseynou Thiam, Point E

Rue de Thies

BP 15702 – CP12524

Dakar. Fann

Sénégal





unicef



United Nations Development Programme

Bureau for Development Policy

One United Nations Plaza

New York, NY, 10017 USA

Tel: +1 212 906 5081

For more information: www.undp.org/

Copyright 2010, UNDP.